

**Aux Présidents  
de la Commission Européenne,  
du Conseil Européen et  
du Parlement Européen**

Chers Messieurs Barroso, Van Rompuy et Schultz,

Je vous écris mandaté par le PRRI (Public Research Regulation Initiative) et les organisations européennes d'agriculteurs ci-dessous. Le PRRI est une organisation internationale de scientifiques du secteur public actifs pour le bien public dans les biotechnologies modernes. Les organisations d'agriculteurs (ci-dessous) défendent la liberté des agriculteurs dans le choix des cultures, incluant les cultures génétiquement modifiées (GM) autorisées qu'ils jugent les mieux adaptées à relever les défis croissants de l'agriculture.

Aujourd'hui, Jour Mondial de l'Alimentation ( World Food Day) nous écrivons pour exprimer combien profondément nous sommes concernés par les effets qu'ont les politiques et les réglementations européennes des GM sur le potentiel de biotechnologie moderne dont le but est de renforcer la production durable de nourriture.

Si la Communauté Européenne (UE) veut rendre son agriculture plus durable et moins dépendante d'importations de produits agricoles, les agriculteurs européens devront avoir accès à des variétés de cultures moins dépendantes de pesticides, plus productives à l'hectare, requérant moins de traitement mécanique du sol, résistantes aux effets du changement climatique, etc.

Le développement de telles variétés de cultures ne peut pas être fait par les méthodes conventionnelles seules. La biotechnologie moderne peut aider considérablement à atteindre ces buts, et elle est, dans quelques cas, la seule solution réalisable. Ceci est transparent dans l'Agenda 21 et dans la Commission de Diversité Biologique aussi bien que dans les millions d'Euros que l'UE a investi dans la recherche en biotechnologie moderne pendant des années. L'innovation Biotechnologique est la clef de la réalisation d'une agriculture intensive durable.

En 1990, l'UE a établi un système de régulation pour les OGMs dont la clé était une évaluation du risque scientifiquement raisonnable comme base pour la prise de décisions avisées. Durant des années, ce système de régulation a agi comme prévu : les décisions furent prises dans le cadre du plan légal et furent basées sur une science établie.

Cependant, depuis la seconde moitié des années 90, des Etats-Membres et des institutions de l'UE en réaction au souci du public dans des domaines variés de nourriture se sont embarqués dans des politiques très contreproductives concernant les OGMs. Nous décrivons ces politiques ci-dessous.

**1 . Intensification continue des systèmes de régulation, contre l'accumulation d'évidence scientifique de l'absence de danger.**

La recherche extensive de « biosécurité » dans et hors de l'UE, et la culture de GM sur des millions d'hectares dans des environnements différents dans le monde entier, confirment que les GM cultivés aujourd'hui sont sans danger autant que –et parfois davantage – pour la santé humaine et l'environnement que leur contreparties non modifiées. Cependant, plutôt que de piloter finement les réglementations sur la base de cette évidence, l'UE avance en direction opposée en intensifiant continuellement les exigences de régulation.

Une illustration récente de cette tendance réside dans la transformation du pilotage de l'EFSA en une Régulation implémentée qui rend obligatoires les résultats et les tests sans justification scientifique. Pour donner un exemple spécifique : en dépit de l'évidence scientifique et des opinions de l'EFSA selon lesquelles des tests de nourriture de 90 jours fournissent une information additionnelle utile dans des cas spécifiques seulement, ces tests sont maintenant devenus obligatoires.

La conséquence est l'emploi inutile d'animaux-tests, ce qui est une violation de la Directive 2010/63 et l'augmentation substantielle non-nécessaire des coûts et retards pour les applicateurs. Un autre exemple est l'effacement progressif par dilution des gènes de résistance aux antibiotiques qui sont un outil dans le processus de transformation. Comme le montrent l'évidence scientifique et les opinions de l'EFSA, cet effacement « par dilution » n'a aucune base scientifique, il attaque la recherche publique, dans les pays en développement, en particulier.

Résultat de tout cela : l'encadrement de la régulation a changé, d'outil pour décision informée à un obstacle insurmontable pour les institutions de recherche publique. En fait, pendant les dernières années, le système de régulation a déraillé au point que même les grandes sociétés de biotechnologies démenagent leurs activités vers d'autres parties du monde. Dans ce contexte, nous nous référons aussi au rapport de Juin 2013 écrit par 25 Académies des Sciences d' Etats-Membres réunies dans le Conseil Consultatif (EASAC) de l'Académie des Sciences Européenne. Celui-ci a exprimé son souci :

« Perte de temps et encadrement coûteux de la régulation, mêlé de politisation des prises de décision par les Etats-Membres et autres inconsistances des politiques... ».

L'EASAC a raison dans sa conclusion qu'une des causes-clés de tout ceci réside dans la tendance à prendre des décisions basées sur des motifs politiques à court-terme plutôt que sur une évidence scientifique et une vision holistique à long-terme.

De plus et peut-être comme conséquence, nous notons aussi que l'implémentation de l'évaluation du risque s'éloigne graduellement du principe du « scientifiquement sûr » stipulé dans la Directive. Des Etats-Membres et parfois aussi l'EFSA continuent de demander de plus en plus de résultats scientifiques et de tests sans aucun scénario de risque scientifiquement sain, seulement en référence à des 'incertitudes' non définies. Le fait que des autorités continuent à demander de plus en plus de résultats scientifiques sans justification scientifique paraît basé sur ce qui est communément connu comme une conception erronée du génome, i.e. l'idée qu'une transformation génétique cause plus de changements non imposés dans le génome que les croisements naturels. Des résultats scientifiques solides montrent que c'est une conception erronée.

Nous en appelons cependant aux Institutions et aux Etats-Membres de l'UE,

- 1) Pour revenir à l'évidence scientifique comme base des prises de décisions,
- 2) Pour ramener l'évidence du risque au domaine du « scientifiquement sûr »,
- 3) Pour reconnaître que l'évidence scientifique accumulée permet la réduction des techniques et/ou les exigences de procédure pour certaines catégories d'OGMs.

## **2. Retard aux prises de décision malgré les opinions positives de l'EFSA**

En dépit des opinions positives de l'EFSA, il y a plusieurs dossiers que la Commission Européenne n'a pas soumis au vote par les Etats-Membres comme la règle l'impose. Actuellement, plusieurs dossiers sont sérieusement retardés parfois pour plusieurs années.

Cette pratique de la Commission : ne pas soumettre les dossiers au vote est avant tout une violation de l'UE comme l'a rendu clair un jugement récent de la Cour européenne de Justice. En outre, ces décisions de la Commission de ne pas soumettre des dossiers au vote signifient que les agriculteurs en Europe sont *a priori* privés de la liberté de choisir. De plus, cette pratique de retarder alimente la supposition incorrecte qu'il peut y avoir quelque chose de mauvais dans ces variétés GM.

Nous en appelons au Président de la Commission Européenne pour que la Commission nous assure qu'elle respecte la loi et qu'elle soumette les dossiers au vote dès qu'ils ont reçu l'opinion de l'EFSA.

## **3. Invocation des interdictions sans justification scientifique**

Depuis les dernières années 90, des Etats-Membres ont fait un usage répétitif dans les réglementations de la 'clause de sauvegarde' qui permet de prohiber provisoirement un OGM s'il y a une information scientifique nouvelle qui suggère un risque. Comme le démontrent les opinions de l'EFSA, pour aucun de ces interdictions il n'y avait de justification scientifique valide. Les raisons de ces interdictions étaient politiques. Par exemple, lors d'un interview, l'ancien Premier Ministre Français Fillon, a confirmé qu'il y avait eu un *deal* entre le président Sarkozy et les écologistes dans lequel la technologie GM avait été 'échangée' contre l'énergie nucléaire.

Pour rendre la situation pire, le Conseil n'a pas soutenu les tentatives de la Commission Européenne pour forcer les Etats-Membres qui avaient inopportunément invoqué la clause de sauvegarde pour respecter la loi. Pour ajouter à la confusion, la Commission présenta alors une proposition de 'nationalisation' qui récompenserait effectivement ceux des Etats-Membres qui étaient restés ignorants du système de régulation existant.

Nous en appelons aux Etats-Membres et aux institutions de l'UE pour se conformer aux lois qu'ils ont eux-mêmes créées.

## **4 Soutien à une recherche de « biosécurité » douteuse**

L'an dernier, un groupe de recherche français a publié un article suggérant que des rats développaient un cancer du à la consommation de plantes issues de cultures GM. L'article a été référé de façon appropriée et mis au panier par l'EFSA et plusieurs autorités et agences nationales concluant que la méthodologie de l'étude était fondamentalement imparfaite, les résultats mal interprétés et les conclusions sans solidité.

Néanmoins, des MEPs continuent à vanter cette recherche imparfaite et la Commission Européenne a récemment rendu disponibles des fonds considérables pour une recherche qui, de fait, serait une répétition de la recherche décrite ci-dessus.

Ce n'est pas seulement un gaspillage de budget de recherche et - à nouveau - un mauvais usage d'animaux de laboratoire mais cela alimente la conception erronée qui suggère que l'article français serait vrai.

## Conclusion

En résumé, les conséquences des politiques décrites ci-dessus sont :

- Contrairement à leurs concurrents extra-EU, les agriculteurs de l'UE n'ont pas accès aux variétés de cultures GM qui pourraient aider à accroître la productivité tout en ayant moins d'impact sur l'environnement. Ne pas avoir la disponibilité de ces options signifie une perte significative de revenu pour les agriculteurs et de significatives opportunités manquées de réduire l'usage de pesticides, par exemple.
- Une fuite de cerveaux continue chez les scientifiques du secteur public ainsi qu'un ralentissement de la recherche publique dans des lieux essentiels pour l'avenir d'une agriculture durable et pour l'auto-suffisance de l'Europe. Résultat : la racine d'une importante innovation est constamment extirpée de l'UE et pourrait disparaître.
- L'Europe demeure une importatrice majeure d'aliments pour l'homme et le bétail et par là, continue à augmenter les prix sur le marché global de la nourriture et de l'élevage, ce qui affecte les populations des pays en développement qui souvent dépensent pour se nourrir la moitié de leur revenu.
- La crédibilité du marché interne de l'EU avec liberté de choix, ainsi que la crédibilité du système de régulation de l'UE sont sérieusement affectés.

Nous en appelons aux institutions de l'UE et aux Etats-Membres pour qu'ils prennent une vue plus large, plus holistique et à plus long terme de la production agricole de nourriture, d'élevage et de biomasse et qu'ils ajustent les politiques OGM en même temps que les réglementations.

Copie de cette lettre sera envoyée aux membres de la Commission concernés, au principal Conseiller du Président de la Commission Européenne, à l'EFSA, aux autres services du Parlement impliqués, au Conseil, à la Commission aussi bien qu'aux Etats-Membres. Cette lettre sera également mise sur les sites internet des organisations cosignataires.

Très sincèrement

Em. Prof. Marc Van Montagu

Lauréat 2013 du World Food Prize  
Président du PRRI

Avec les mandats de : l'Association française des Biotechnologies Végétales ([AFBV](#), France), [AgrobiotechRom](#), (Roumanie), Conservation Agriculture association ([APOSOLO](#), Portugal, Asociacion Agraria Jovenes Agricultores ([ASAJA](#), Espagne), [ASOPROVAC](#) (Espagne), [FuturAgra](#) (Italie), [InnoPlanta](#) (Allemagne), Ligii Asociatiilor ProducatorAgricoli din Romani (LAPAR, Roumanie), The UK Farming Unions [NFU](#), [UFU](#), [NFUS](#) and [NFU Cymru](#), Société des agriculteurs de France ([SAF](#)), et L'Initiative de Recherche Publique et de réglementation ([PRRI](#)).